

> Comment calculer l'ancienneté pour le montant de l'indemnité de licenciement ? : Démission pour élever un enfant (L1225-67)

Section 5 : Sanctions.

L. 1225-70

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Toute convention contraire aux articles **L. 1225-1** à **L. 1225-28** et **L. 1225-35** à L. 1225-69, relatifs à la maternité, la paternité, l'adoption et l'éducation des enfants est nulle.

L. 1225-71

Ordonnance n°2017-1387 du 22 septembre 2017 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'inobservation par l'employeur des dispositions des **articles L. 1225-1** à **L. 1225-28** et **L. 1225-35** à L. 1225-69 peut donner lieu, au profit du salarié, à l'attribution d'une indemnité déterminée conformément aux dispositions de l'article **L. 1235-3-1**.

Réemment au Bulletin de la Cour de Cassation

> Soc., 2 mars 2022, n° 21-40.032, (B), FS

[service-public.fr](#)

> Licenciement pour motif personnel nul, sans cause réelle et sérieuse ou irrégulier : Indemnité non respect protection maternité

Section 6 : Dispositions d'application.

L. 1225-72

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application des articles **L. 1225-1** à **L. 1225-28** et **L. 1225-35** à L. 1225-69 ainsi que le régime des sanctions applicables à l'employeur qui méconnaît leurs dispositions.

Chapitre VI : Maladie, accident et inaptitude médicale

Section 1 : Absences pour maladie ou accident.

L. 1226-1

LOI n°2015-1702 du 21 décembre 2015 - art. 63

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Tout salarié ayant une année d'ancienneté dans l'entreprise bénéficie, en cas d'absence au travail justifiée par l'incapacité résultant de maladie ou d'accident constaté par certificat médical et contre-visite s'il y a lieu, d'une indemnité complémentaire à l'allocation journalière prévue à l'article **L. 321-1** du code de la sécurité sociale, à condition :

- 1° D'avoir justifié dans les quarante-huit heures de cette incapacité, sauf si le salarié fait partie des personnes mentionnées à l'article **L. 169-1** du code de la sécurité sociale ;
- 2° D'être pris en charge par la sécurité sociale ;
- 3° D'être soigné sur le territoire français ou dans l'un des autres Etats membres de la Communauté européenne ou dans l'un des autres Etats partie à l'accord sur l'Espace économique européen.